

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EURALIS CEREALES - Mont

Avenue Gaston Phoebus
64231 Cedex
64230 Lescar

Références : DREAL/2026D/878

Code AIOT : 0005202687

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement EURALIS CEREALES - Mont implanté RD 817 64300 Mont. L'inspection a été annoncée le 19/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site de Mont est programmée dans le cadre du Plan Pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées et a pour thème principal la prévention des risques accidentels, en se focalisant sur :

- La prévention des risques d'incendie, et d'explosion.

- La conformité des installations (électricité, moyens de lutte contre l'incendie).
- L'adéquation des procédures (nettoyage, consignes de sécurité, plans d'urgence).

Cette visite a eu lieu le même jour que l'inspection du silo de Ramous.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURALIS CEREALES - Mont
- RD 817 64300 Mont
- Code AIOT : 0005202687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

EURALIS CEREALES exploite sur la commune de Mont dans le département des Pyrénées-Atlantiques un ensemble de silos de stockage d'une capacité totale de 52 000 m³.

Les céréales stockées sur le site sont exclusivement du maïs.

Sont également exercées des activités de négoce avec les approvisionnements classiques de la zone agricole environnante en engrais solide en vrac ou en sacs ou liquide.

La composition des silos de ce site est la suivante :

- Silo RUCHES :

- 1 tour de manutention en béton.
- 2 cellules de stockage à fond plat (ruches) avec zone d'élévation à l'intérieur (tube béton) de capacité unitaire de 12 500 tonnes (silos plats soumis au régime de l'enregistrement) ;
- 2 cellules cylindriques verticales de capacité unitaire 900 tonnes ;
- 1 fosse de réception et un poste d'expédition route et fer

- Silo BOULAY :

- 1 tour de manutention entièrement métallique.
- 4 cellules verticales rectangulaires de capacité unitaire : 2 000 t (silos verticaux soumis au régime de l'autorisation)
- 1 fosse de réception et un poste d'expédition route et fer.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques liés à la conformité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8	Sans objet
3	Prévention du risque d'empoussièrément	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet
5	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site EURALIS CÉRÉALES à Mont, centrée sur la prévention des risques incendie et explosion, a mis en évidence plusieurs non-conformités nécessitant la fourniture de justificatifs.

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, la bâche de 180 m³, bien que conforme en terme de capacité, est éloignée des silos Ruches (270 à 360 m). L'exploitant doit justifier, sous 3 mois, que les débits d'eau ainsi que le dimensionnement de la réserve d'eau reste adaptée à une intervention sur les silos Ruche. L'exploitant teste également le poteau associé à la bâche incendie pour confirmer disposer d'un débit de 60 mètres cubes par heure, et transmet le rapport à l'inspection. Concernant la conformité électrique, l'exploitant doit, sous 6 mois :

- Soit démontrer la conformité des circuits terminaux desservant les locaux à risque d'incendie via l'installation de dispositifs différentiels résiduels (DDR) ≤ 300 mA,
- Soit justifier par écrit, sur la base d'une analyse technique ou réglementaire, pourquoi cette protection n'est pas nécessaire dans son installation.

Dans les deux cas, les éléments doivent être transmis à l'inspection.

Les autres thèmes (empoussièrément, accès au site, connaissance des procédures d'urgence) sont conformes, mais des améliorations organisationnelles (enregistrements des nettoyages, clarification des fréquences en zones ATEX) sont encouragées. La visite de site a permis de vérifier les accès des services de secours, de vérifier l'empoussièrément de la tour de manutention des silos ruches, de la zone séchoirs et l'affichage des consignes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
Prescription contrôlée :

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.). Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

Constats :

Le site de Mont est clôturé avec un grillage et est équipé d'un portail, fermé à clé en dehors des heures ouvrées.

L'exploitant a présenté les fiches réflexe de gestion des situations d'urgence pour le silo de Mont, en date du 01/01/2026, disponibles à l'accueil du site. Le document présente les zones à risques, et le point de rassemblement, ainsi que les procédures de mesures d'urgence. En cas de sinistre, la procédure prévoit que le chef de silo (ou, à défaut, le chef d'équipe) est alerté en premier. Il coordonne l'évacuation, prévient les secours et facilite leur accès au site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques liés à la conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés aux installations électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Nota : cette prescription existe également dans l'AMPG du 26/11/2012 relatif aux sites à enregistrement pour la rubrique 2160, à l'article 16.

« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté. L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles. »

Constats :

Le 14 janvier 2026, l'exploitant a transmis les documents suivants:

- Le rapport de vérification des installations électriques des silos au titre de la

réglementation ICPE par Bureau Veritas du 8 mars 2024, contenant 2 observations.

- Le rapport de vérification des installations électriques des silos au titre de la réglementation ICPE par Bureau Veritas du 3 février 2025, contenant 6 observations,
- Le compte rendu de vérification périodique des installations électriques Q18 par Bureau Veritas daté du 3 mars 2024, contenant 13 observations,
- Le compte rendu de vérification périodique des installations électriques Q18 par Bureau Veritas daté du 4 juillet 2025, concernant uniquement les nouvelles armoires électriques (TD Process 1 et 2, Armoire Séchoir Hourdin), et contenant 4 observations.

Après l'inspection, l'exploitant a également transmis:

- le compte rendu de vérification périodique des installations électriques Q18 par Bureau Veritas daté du 30 janvier 2025 (pour l'ensemble du site), contenant 5 observations.
- le compte rendu de vérification périodique des installations électriques Q18 par Bureau Veritas daté du 08 mars 2025, contenant 1 observation, relative à la protection des circuits terminaux desservant les locaux à risque d'incendie à l'aide d'un dispositif différentiel 300 mA.

Concernant les rapports au titre de la réglementation ICPE, l'exploitant n'a pas mis à disposition de l'organisme de contrôle les documents demandés par celui-ci : le plan des zones à risques d'explosion, la liste actualisée des locaux classés à risque d'incendie ainsi que le Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPE) complété avec la liste actualisée des équipements situés dans les zones ATEX et leurs caractéristiques. C'est le cas pour les deux rapports de 2024 et 2025.

En conséquence, un nombre important d'éléments n'ont pas été vérifiés, tels que la conformité aux réglementations en vigueur des matériels électriques présents dans les zones à risques d'explosion, l'appartenance des appareils électriques aux catégories 1D, 2D ou 3D (décret n° 96-1010 du 19/11/1996) ou indice de protection minimale IP 5X et respect des températures de surface ou la conformité des installations électriques aux prescriptions de l'article 422 de la NF C 15-100.

L'inspection rappelle que pour que l'organisme puisse effectuer un contrôle cohérent, il est nécessaire de fournir les pièces demandées.

L'exploitant a indiqué disposer d'un plan d'action pour mettre à jour les documents demandés, notamment, la liste actualisée des locaux classés à risque d'incendie, afin de pouvoir fournir prochainement ces éléments à l'organisme de contrôle. Les observations des rapports au titre de la réglementation ICPE sont reprises dans les rapports Q18.

Lors de l'inspection, le plan des zones ATEX a été présenté par l'exploitant.

Les **compte rendus Q18** concluent que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Pour justifier de la résorption des observations, l'exploitant a transmis à l'inspection :

- Un extrait de la plateforme BV link, qui permet depuis 2025 de suivre les actions de résorption effectuées. Quatre observations du rapport Q18 de 2025 ont été levées lors de

l'intervention du 20 janvier 2026. L'observation non résorbée, signalée pour la première fois le 12 janvier 2022, correspond à la protection des circuits terminaux desservant les locaux à risque d'incendie à l'aide d'un dispositif différentiel 300 mA.

- La fiche travaux (ID : 249581788) de l'intervention du 14/11/2025, détaillant la levée de 18 réserves du rapports Veritas n°8595247/158.9.1 du 30/01/2025 (Rapport de vérification électricité visite périodique non communiqué à l'inspection) et du compte rendu Q18 du 24/07/2025.
- La fiche travaux (ID :250251568) de l'intervention du 21/11/2025, détaillant la levée de 5 réserves.

Concernant la protection des circuits terminaux desservant les locaux à risque d'incendie à l'aide d'un dispositif différentiel 300 mA; l'exploitant a expliqué que cette mention est liée à l'absence de documentation formalisée concernant la liste actualisée des locaux classés à risque d'incendie. L'exploitant affirme que l'installation est conforme, sans pour autant apporter les éléments lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 6 mois, l'exploitant doit :

- Soit démontrer la conformité des circuits terminaux desservant les locaux à risque d'incendie via l'installation de dispositifs différentiels résiduels (DDR) ≤ 300 mA,
- Soit justifier par écrit, sur la base d'une analyse technique ou réglementaire, pourquoi cette protection n'est pas nécessaire dans son installation.

Dans les deux cas, les éléments doivent être transmis à l'inspection.

Sous 6 mois, l'exploitant formalise les documents manquants demandés par l'organisme de contrôle afin que le rapport au titre de la réglementation ICPE puisse être établi en considération de ces documents. L'exploitant transmet ces documents à l'inspection ainsi que le nouvel avis de l'organisme de contrôle donnant la situation actualisé de la conformité des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Prévention du risque d'empoussièrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de nettoyage

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs

ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Nota : cette prescription existe également dans l'AMPG du 26/11/2012 relatif aux sites à enregistrement pour la rubrique 2160, à l'article 10.I.

« Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières. Des consignes écrites de nettoyage précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle (par exemple au moyen de témoins d'empoussièrement placés au sol) et des vérifications de propreté. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

La visite de site a inclus la vérification de l'empoussièrement des zones suivantes :

- la zone séchoirs
- tous les niveaux de la tour de manutention des silos Ruches

L'inspection constate que le site est bien tenu et que les témoins d'empoussiérage sont bien visibles, attestant du faible empoussièrement.

L'inspection constate que les portes de découplage de la tour de manutention des silos ruches sont bien en position fermées.

L'exploitant a présenté la procédure de nettoyage des installations, PRO EXP 11, en date du 01/08/2024. Cette procédure est commune à toutes ses installations et détaille le nettoyage à effectuer selon les zones. La procédure détaille la fréquence de contrôle mais ne détaille pas la fréquence de nettoyage, qui est déterminée en fonction du contrôle. Dans sa procédure, l'exploitant n'identifie pas de nettoyage à faire par des sociétés spécialisées dans le travail en hauteur. Pourtant, l'exploitant précise faire intervenir une société de travaux en hauteur pour les zones non accessibles.

Pour les zones ATEX, la procédure définit que la fréquence de nettoyage doit être selon les zones ATEX définies par silos:

- HZ: Selon le résultat des rondes de stockage et de sanitation
- Z21: Tous les 15 jours
- Z22: Tous les mois

Interrogé sur ces fréquences, l'exploitant n'a pas su expliquer les actions à mener pour nettoyer tous les 15 jours ou tous les mois les zones 21 et zone 22.

Les nettoyages sont enregistrés dans le cahier de ronde de stockage, le cahier de Ronde de sanitation et le Cahier silo par le personnel silo.

L'exploitant a transmis le cahier de Ronde de stockage, et le Cahier silo qui sont tous deux dématérialisés. Le cahier de silo est régulièrement renseigné pour la partie "zone nettoyée", en effet, ce champ semble avoir été renseigné 186 fois au cours des 12 derniers mois.

Le cahier de ronde stockage est renseigné presque toutes les semaines. Les signalements de propreté moyenne dans le cahier de ronde stockage sont généralement suivies d'entrées de nettoyage dans le cahier silo. Le registre ne semble pas comporter plus de deux signalements consécutifs d'un niveau de propreté moyen ou insuffisant.

La situation a été jugée conforme pour le silo de Mont. Cependant, ce point de contrôle lors de la visite du site de Ramous a suscité des observations des demandes d'amélioration de la procédure de nettoyage, ainsi que l'enregistrement des nettoyages.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. [...]

Nota : cette prescription existe également dans l'AMPG du 26 novembre 2012 relatif aux sites à enregistrement pour la rubrique 2160, à l'article 14.I et 25.

Article 14 :

I. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

[...]

<p>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux, trois ou quatre heures suivant que la capacité de stockage du silo où l'incendie a lieu est respectivement inférieure à 30 000 mètres cubes, comprise entre 30 000 et 50 000 mètres cubes, supérieure à 50 000 mètres cubes. [...]</p> <p>A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. La capacité de cette réserve est d'au moins 120, 180 ou 240 mètres cubes suivant que la capacité de stockage du silo où l'incendie a lieu est respectivement inférieure à 30 000 mètres cubes, comprise entre 30 000 et 50 000 mètres cubes, supérieure à 50 000 mètres cubes. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 mètres cubes par heure. [...] L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau destinée à l'extinction ;</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de site, l'inspection a constaté la présence de la bâche de 180m³ à l'entrée du site et son poteau dédié. La bâche incendie est dimensionnée selon les préconisations de l'AMPG du 26 novembre 2012, et correspond à une réserve d'eau conçue pour un stockage avec une capacité comprise entre 30 000 et 50 000 mètres cubes.</p> <p>La bâche se situe à moins de 100 m des séchoirs, qui représentent le risque principal d'incendie du site. Cependant, celle-ci est éloignée des deux silos Ruches d'une distance respective de 270 et 360 mètres, sans que l'exploitant n'ait pu présenter l'avis du service d'incendie et de secours attestant la situation adaptée de la réserve.</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport d'intervention préventive sur le parc extincteur en date du 28 janvier 2025, qui n'appelle pas d'observations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant teste le poteau associé à la bâche incendie pour confirmer disposer d'un débit de 60 mètres cubes par heure, et transmet le rapport à l'inspection.</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant justifie au préfet que les débits d'eau ainsi que l'implantation de la réserve d'eau restent adaptés à une intervention sur les silos Ruche</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 5 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Procédures d'intervention

Prescription contrôlée :

[...] Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :
- le plan des installations avec indication :

- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
- les mesures de protection définies à l'article 10 ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre

[...] "

Nota : cette prescription existe également dans l'AMPG du 26/11/2012 relatif aux sites à enregistrement pour la rubrique 2160, à l'article 26 > I. A et B.

A. Consignes générales.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et mises à disposition dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;

[...]

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;

- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;

[...]

B. Procédures d'intervention.

« Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles comportent notamment :-

<p>le plan des installations avec indication : des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; des mesures de protection définies à l'article 21 ; des moyens de lutte contre l'incendie, des dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; [...] "</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pris connaissance des fiches réflexe, qui sont disponibles à l'accueil, et qui détaillent les éléments demandés par les arrêtés ministériels.</p> <p>Quand interrogé sur un scénario de situation d'urgence, le responsable de silo a pu détailler la réponse attendue dans le détail, réponse qui a été vérifiée par la suite dans la fiche réflexe correspondante. La société EURALIS a en place une formation interne annuelle "organisation premières intervention" (OPI), qui permet au personnel de silo de s'entraîner aux premières interventions via des exercices pratiques spécifiques à leur site.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater les affichages d'interdiction de souder ou d'apporter du feu.</p> <p>Bien que le numéro de téléphone de la DREAL soit disponible dans les fiches réflexe, le document doit être amélioré pour spécifier l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant améliore les fiches réflexe pour spécifier l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>